



----- Hôpital Pitié-Salpêtrière ----- 18 Fév. 2025

Licenciements : pour que la peur change de camp !

Aux États-Unis, l'agence fédérale consacrée à l'aide internationale a été démantelée en quelques semaines, sans même que ses employés aient pu récupérer leurs affaires personnelles. Cela a concerné 2 200 agents fédéraux. La semaine dernière, ce sont 200 000 fonctionnaires stagiaires qui ont été licenciés. Les Trump et les Musk s'en prennent aux migrants et aux fonctionnaires. Et, demain, à toutes les travailleuses, à tous les travailleurs, qu'ils attaquent bout par bout.

L'hécatombe, c'est aussi de ce côté de l'Atlantique !

Cela se passe aux États-Unis et Trump-Musk sont des brutes ? Certes. Mais ce que font l'État et les patrons français est-il si différent ?

Vendredi, on apprenait que le personnel de trois revues musicales prestigieuses était licencié par leur nouveau propriétaire, le PDG du groupe Albin Michel : rentables, mais pas assez ! Même chose dans l'industrie du jeu vidéo qui a licencié 14 000 personnes dans le monde en 2024, dont plusieurs centaines en France.

À Cholet et Vannes, Michelin a décidé de fermer deux usines : 1 254 travailleurs licenciés. Même chose pour les salariés du groupe Auchan qui a annoncé le licenciement de 2 389 salariés. Et l'on ne compte pas les entreprises plus petites qui ferment leurs portes, sous-traitants de donneurs d'ordre qui ne leur en donnent plus, justement. Depuis septembre 2023, il y a eu, selon la CGT, 286 plans de suppressions d'emplois concernant près de 300 000 travailleurs.

Pendant ce temps, ce qui occupe le gouvernement, c'est sa propagande raciste sur l'insécurité (montée en épingle) et contre les migrants. Sur les licenciements, silence radio. Quand le gouvernement s'intéresse à l'emploi, c'est pour durcir les conditions du chômage !

Leurs milliards de profits et la menace du chômage sur tous les travailleurs

Michelin affiche 1,9 milliard de profits. Auchan

appartient à la famille Mulliez, cinquième fortune de France, et a touché ces dernières années plus de 500 millions d'euros d'aides publiques en tout genre. En 2024, les entreprises du CAC 40 ont distribué 98 milliards de dividendes à leurs actionnaires. Les grosses entreprises donneuses d'ordre, celles qui sont à l'origine de la vague de licenciements, vont bien. Alors, pourquoi ces licenciements ? Bien sûr pour faire davantage de profits en exigeant le même travail avec moins de salariés. Mais pas seulement.

Aux États-Unis, un des chefs de l'administration Trump déclarait il y a deux ans, parlant des fonctionnaires : « Nous voulons que les bureaucrates soient traumatisés », ajoutant qu'il voulait qu'ils aillent au travail la boule au ventre. Et c'est bien le résultat que le patronat, là-bas comme ici, voudrait obtenir : précariser tous les emplois, faire que tous les travailleurs – même ceux qui se croient protégés par leur statut ou la spécificité de leur travail – se sentent menacés et acceptent tout sans rechigner.

S'organiser pour une contre-offensive de tous les travailleurs

Les directions syndicales dénoncent les licenciements. Mais elles laissent les travailleurs licenciés se battre entreprise par entreprise, et beaucoup le font avec détermination. Mais seuls, les uns après les autres, donc. Sans réelle coordination et sans autre perspective que de tenter de négocier le plus possible d'indemnités. Mais, même pour cet objectif-là, c'est tout autre chose qui serait nécessaire !

Pour lutter contre les licenciements, les rendre impossibles, il faut une mobilisation d'ensemble, car oui, toutes les travailleuses et tous les travailleurs sont menacés.

En l'absence de volonté des directions syndicales, c'est par en bas qu'il faut créer les liens et fixer des objectifs communs. Pour élargir progressivement la mobilisation d'une usine à la région, de la région au pays, en faire un événement politique. Et faire que ce soient les patrons et les possédants qui aient la boule au ventre !

Le vrai radeau de la méduse

Les collègues du laboratoire d'anapath sont en galère depuis leur regroupement avec Saint-Antoine et Tenon. Certaines machines ne sont toujours pas installées, il manque des produits pour en faire tourner d'autres. Il faut bidouiller pour bloquer les portes, afin que l'air circule. Et en plus, les plannings changent tous les jours.

Et, avec tout ce bazar, c'est la panique dans les services. On attend les résultats des patients dont on doit gérer l'angoisse, et on se prend la tête avec les collègues du labo qui font comme ils peuvent.

Heureusement, on a des reproductions des chefs d'œuvre du Louvre exposés dans le hall de Babinsky sensés « nous interpeller, nous émouvoir, nous transporter ». On se transporterait bien loin de ce merdier.

Jeu de dupes

À Bottard, comme dans le reste des services, la direction traque la moindre minute, plus qu'un service de soin ça devient l'usine. Quand les collègues ont demandé des embauches, la direction a prétexté : apprenez à vous organiser, et utilisez les chariots de soins. Et comme si ça ne suffisait pas, ils n'ont rien trouvé de mieux que de nous rajouter des « activités » : il faudrait qu'on joue aux jeux de société avec les patients entre 13h et 14h, parce que ... On ne bosserait pas assez ! Une façon d'essayer de mettre au pas les collègues, et de masquer la réalité : ils refusent d'embaucher et veulent faire des économies sur notre santé.

À l'hôpital, le feu aux poudres

Depuis le 5 février, le service d'urgences de Longjumeau (91) est en grève illimitée. C'est le décès brutal d'une jeune femme de 20 ans qui a mis le feu aux poudres. Au même moment, les urgences de Soissons se sont mises aussi en grève pour demander du personnel. À Montpellier, début février, les collègues se sont mis en grève pour demander des moyens humains, faute de réponse satisfaisante de l'hôpital face au danger de la situation aux urgences. À Vichy, la direction a sanctionné un infirmier qui ne s'est pas senti de faire une prise de sang et a passé la main à un collègue. Les soignants sont épuisés, le personnel travaille dans des conditions inacceptables. Partout, ne nous laissons pas faire.

Blocs opératoires : un palliatif qui aggrave la situation

Un nouveau décret appliqué depuis fin janvier permet à n'importe quelle infirmière de pratiquer des gestes spécialisés en bloc opératoire, travail normalement réservé aux Ibode, les infirmiers et infirmières de bloc opératoire diplômés d'État, qui suivent une formation supplémentaire de deux ans pour acquérir cette qualification très technique. La seule condition exigée

par le décret est d'avoir au moins un an d'ancienneté et de suivre une formation de 21 heures. Comme si 21 heures allaient suffire à assimiler deux ans de formation ! Pour pallier le manque de personnel, le gouvernement est prêt à mettre en danger les patients.

Paris : des fascistes attaquent des militants kurdes et des militants antifas

Dimanche dernier, une vingtaine d'assaillants cagoulés a attaqué le local de l'Association culturelle des travailleurs immigrés de Turquie (ACTIT) où le collectif antifasciste Young Struggle organisait la projection du film Z de Costa Gavras. Sur des vidéos, on voit ces individus armés rouer de coups un individu à terre, et crier ensuite « Paris est nazie ! ». Un militant de la CGT a reçu un coup de couteau. Six des assaillants ont été arrêtés par la police et le parquet de Paris a ouvert une enquête pour tentative d'homicide volontaire. Lundi soir, l'association Young Struggle France a appelé à un rassemblement devant la gare de l'Est « pour riposter contre l'extrême droite ».

Sexisme et violences sexuelles fleurissent dans les professions médicales

Dans une tribune du *Monde*, une centaine d'étudiants en médecine, internes, hospitaliers ou professeurs s'engagent à « briser l'omerta » et à « réagir » face à la « culture sexiste, machiste et patriarcale », qui imprègne le milieu médical. Ils dénoncent les fresques obscènes ornant les salles de garde des internes « où figurent parfois des scènes de viols », aux « blagues ou remarques sexistes intimidantes et dégradantes vis-à-vis des collègues ou soignantes femmes ». Ce sexisme sévit aussi bien à l'université que dans les blocs opératoires ou les autres services. Selon une enquête, une femme médecin sur deux (49 %) déclarait avoir elle-même été victime de violence sexiste ou sexuelle de la part d'un confrère. Les signataires rappellent aussi que « cette atmosphère sexiste et violente » est aussi délétère pour les patientes prises en charge à l'hôpital, « en particulier pour les femmes victimes de violences sexistes et sexuelles ». Une évidence qu'il est plus que jamais nécessaire de rappeler.

Scandale pédophile : Bayrou s'enfoncé dans le déni

Les témoignages s'accumulent, mais Bayrou continue d'affirmer qu'il n'a « jamais été informé » des violences sexuelles commises entre 1970 et 1990 à Notre-Dame de Bétharram, collège-lycée catholique où ses enfants étaient scolarisés et où son épouse enseignait le catéchisme. Dernière révélation : l'ancien juge d'instruction au tribunal de Pau qui affirme s'être entretenu de l'affaire avec Bayrou quand il était président du conseil général des Pyrénées-Atlantiques.

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Pour l'informer ou prendre contact avec ses militants → etincelle.aphp@gmail.com

Pour lire le reste de nos publications → <https://npa-revolutionnaires.org/>



@npa.revo